

République populaire du Kampuchéa (PRK), ont montré des signes d'ouverture à un règlement politique du conflit. Par exemple, le Vietnam a, au cours de l'année, encouragé une reprise des pourparlers entre le PRK et le gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique (GCKD). Au mois de décembre, le prince Sihanouk, un des dirigeants du GCKD, principal groupe d'opposition, a rencontré à Paris le premier ministre du régime pro-vietnamien de Phnom Penh, Hun Sen, pour tenter de s'entendre sur un processus de réconciliation nationale. Une seconde rencontre a eu lieu peu de temps après entre les deux dirigeants. Ces entretiens n'ont donné lieu à aucun résultat tangible même s'ils ont suscité des espoirs pour l'avenir. Des propositions en vue d'une solution du conflit demeurent l'objet de discussions, telles que celles avancées par l'Indonésie, dans ses efforts de médiation, et le "cadre de négociation pour un règlement politique du problème cambodgien" adopté par la Conférence internationale sur le Kampuchéa en juillet 1981. En octobre 1987, l'Assemblée générale des Nations-Unies a adopté, pendant sa 42^e session, une résolution demandant le retrait des forces d'occupation étrangères du Kampuchéa. Cette résolution, qui fait l'objet d'un vote à l'ONU depuis 1979, n'avait jamais auparavant été adoptée avec une aussi forte majorité (117 en faveur, vingt et un contre, dont le Vietnam et l'Union soviétique et seize abstentions).

Les affrontements entre les troupes chinoises et vietnamiennes se sont poursuivis le long de la frontière; on évalue à au moins 30 000 le nombre de morts causés par ces affrontements depuis 1979. La Thaïlande et le Laos se livrent également à des combats à la frontière, s'accusant mutuellement d'ingérence dans la politique intérieure l'un de l'autre. Après ce bien sombre tableau, il est bon de mentionner la normalisation des relations entre la Chine et le Laos intervenue à la fin de 1987; les deux pays ont notamment décidé d'améliorer leurs relations et de procéder à un échange d'ambassadeurs.

Japon-Union soviétique

Par ailleurs, les relations entre le Japon et l'Union soviétique demeurent tendues, et ce depuis la fin de l'année 1986, même si la diplomatie soviétique dans la région du Pacifique passe obligatoirement par Tokyo. À la